

## AVENIR DES AGENCES IMMOBILIÈRES À TIZI-OUZOU

# Les professionnels s'inquiètent

Ils étaient des dizaines, mardi 17 février, à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, ces agents immobiliers venus de pas moins de 7 wilayas (Boumerdès, Béjaïa, Constantine, Sétif, Batna, Bouira et bien entendu Tizi-Ouzou) assister à cette journée régionale d'information.

Ce regroupement est loin d'être fortuit dès lors que la profession d'agent immobilier vient d'être sujette à un décret exécutif. Sous l'égide de la toute puissante Fnai (Fédération nationale des agents immobiliers), cette journée se veut, de prime abord, d'information, en ce sens que son président, M. Djebbar, a tenu à expliciter d'une façon on ne peut plus pédagogique l'ensemble des articles du décret exécutif n°09618 du 20 janvier 2009, et du coup attiser les inquiétudes relatives à l'avenir du métier, déjà colportées par ses collègues.

En effet, désormais, tout candidat à la création d'une agence immobilière devra incontestablement avoir la qualification et le profil, autrement dit, une expérience professionnelle et un diplôme inhérent à la spécialité. Ainsi, on croit savoir que la majorité des agents immobiliers déjà en exercice n'ont pas ce fameux diplôme, d'où cette incertitude quant à leur avenir professionnel. Pourtant, diront M. Djebbar et son collègue, chef du bureau Fnai de Tizi-Ouzou, M. Boussoualem, «nous avons suggéré des propositions pour ce décret aux autorités concernées, mais nous venons de nous apercevoir que seulement une partie a été prise en considération». Ne cachant plus leur déception, voire leur mécon-

tamment les cadres de la Fnai ont fait savoir à l'assistance qu'ils ont déjà établi un recours.

«Il est légitime de montrer notre inquiétude au sujet de ce décret, surtout s'il venait à être appliqué, même pour nous les anciens qui n'ont pas forcément le diplôme approprié. Nous demandons une formation de mise à niveau sinon la quasi-totalité des agences baissera rideau», ajoutera Mme N.A. de l'agence Mayane de Larbaâ-Nath-Irathen. Son collègue Omar H. de l'agence Ivahriyen d'Azeffoun arguera qu'une convention entre la Fnai et le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme a été pourtant signée pour



Photo : D. R.

cette histoire de formation des agents n'ayant pas le profil, mais jusque-là, c'est le silence radio.

C'est dire que même avec les assurances de

M. Djebbar, citant une information rapportée par une radio quant à la formation incessamment de l'ensemble des agents déjà agréés, les profes-

sionnels de l'immobilier ne décollèrent pas. Il est à signaler, enfin, que des points «positifs» ont été relevés dans ce nouveau décret comme, entre autres,

## AÏT ERGANE

# La commune attend toujours son chasse-neige

**A Aït Ergane, chaque hiver c'est la même rengaine, la plainte de tout un ensemble de villages et de hameaux majestueux, d'une beauté à couper le souffle. C'est l'archétype même de la région complètement oubliée alors qu'elle a tout pour vivre bien mieux.**

Fatiguées, voire complètement usées, les populations de Aït-Ergane, une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou, un de ces grands villages de Kabylie comme il en existe des centaines, n'en peuvent plus d'avoir la nette impression de vivre en marge de tout ce qui pourrait leur rappeler, ne serait-ce que de temps à autre, qu'ils sont des citoyens à part entière. Ils auraient pu, légitimement, étaler toute une série de doléances, eu égard à tout ce qu'ils endurent au quotidien, mais pour l'immédiat, leur seule et unique crainte est de se retrouver encore une fois coupés du monde.

En effet, leur attention, ils la focalisent en ce moment exclusivement sur les nouvelles du temps, les bulletins météo. C'est ce qu'ils expliquent à l'attention du

médiateur du wali de Tizi-Ouzou auquel ils ont demandé à travers une missive d'intervenir auprès de la Direction des travaux publics afin de leur affecter un engin pour le déneigement.

Il y a quelques semaines à peine, lorsqu'une bonne partie de la Haute-Kabylie était sous l'emprise des intempéries, ils étaient contraints, de nuit, de transférer d'urgence vers le centre de santé des Ouacifs une de leurs concitoyennes sur la benne d'un tracteur.

Une urgence qui rappelait les affres de la parturiente décédée, il y a six ans, lors de son transport alors que la région était prisonnière des neiges. «Nous portons à votre connaissance que notre commune n'a pas bénéficié d'un moyen de déneigement et ce, malgré maintes sollicitations», écrivent les membres du comité de village qui ne perdent pas espoir de voir leur commune, juchée à 1 200 m d'altitude, disposer d'un chasse-neige... avant le prochain bulletin d'alerte de l'ONM.

Azedine M.

## 4<sup>e</sup> SESSION ORDINAIRE DE L'APW DE GUELMA

# Le secteur de l'éducation au centre des débats

**Les élus de l'Assemblée populaire de wilaya ont consacré les débats de cette 4<sup>e</sup> session au secteur de l'éducation nationale.**

Les membres de l'APW sont intervenus sur la mauvaise gestion du secteur. Le rapport de la commission des affaires sociales et

culturelles de cette 4<sup>e</sup> session ordinaire est ponctué de vives critiques. Les rapporteurs ont mis l'accent sur les carences enregistrées au niveau des établissements scolaires, tous paliers confondus, soit 265 écoles primaires, 72 collèges et 31 lycées implantés dans les 34 communes de la wilaya, sur la situation socio professionnelle des enseignants, les infrastructures et les conditions d'études...

Le constat est peu reluisant. Il est fait état de la surcharge des classes du centre-ville qui atteignent jusqu'à 40 élèves dans certains établissements et du manque de moyens pédagogiques et didactiques. Plusieurs infrastructures scolaires dans les zones éloignées (Hammam N'bails, Aïn-Soda, Aïn-Makhlouf, Roknia...) nécessitent des rénovations, de nouvelles cantines scolaires, et l'installation de chauffage.

La sonnette d'alarme a été tirée quant à l'insécurité dans les établissements scolaires. Les membres de l'APW clôturent la séance en proposant des recommandations, comme la nécessité de doter les établissements d'outils informatiques avec connexion à Internet, les écoles primaires éloignées d'ambulances, le renforcement du transport scolaire, la nécessité de réaliser des logements de fonction pour les enseignants, notamment dans les endroits isolés, lutter contre la surcharge scolaire...Par ailleurs, les élus de l'APW affirment avoir adressé des requêtes au ministre, aux autorités locales, à leur tête le wali de Guelma, afin de diligenter une commission d'enquête à l'effet de faire toute la lumière sur les anomalies de ce secteur.

B. A.

## ASSOCIATION ÉCOLOGIQUE DE BOUMERDÈS La 8<sup>e</sup> assemblée convoquée

L'Association écologique de Boumerdès (AEB) a programmé sa 18<sup>e</sup> assemblée générale ordinaire le 26 février 2009 à la maison de la culture Rachid-Mimouni de Boumerdès à partir de 9h30. Les adhérents et les membres de cette association sont conviés à examiner, comme le veut l'usage, les bilans moral et financier.

Les réalisations de l'AEB seront également passées en revue. Cette association, connue au niveau régional, national et autour du bassin méditerranéen, entretient des relations privilégiées avec des organismes en charge des problèmes écologiques.

A cet effet, son président Ryad Bendaoud rappelle sa participation au forum méditerranéen (MIO-ECSDE) qui s'est déroulé en décembre 2008 en Grèce. Par ailleurs, l'association a accueilli, il y a quelques semaines à Boumerdès, M<sup>me</sup> Margarita Astralaga, directrice du Centre de coopération pour la Méditerranée (CCM).

L'hôte de l'AEB a été sollicitée pour la contribution financière de l'organisme qu'elle préside pour la concrétisation d'un projet de préservation des écosystèmes dans la forêt de Zemmouri.

Abachi L.

## Rectificatif

Une malencontreuse erreur s'est glissée dans l'article paru mercredi et intitulé «Skikda : la cité Espérance abandonnée». Nous avons confondu entre les parties «Numérique» et «Alphabet» ; il fallait inverser les données.

Les citoyens et lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes : la partie «Alphabet» est la plus touchée par la dégradation et la ségrégation.

Mille excuses à nos lecteurs.